



gouvernement, quel qu'il soit, et le MEDEF doivent renoncer aux réformes autoritaires profondément inégalitaires, à leurs velléités de s'attaquer au Code du travail, au droit de grève, aux droits des chômeurs et à poursuivre dans la voie des privatisations. La réponse à la situation ne réside vraiment pas dans une fuite en avant vers un libéralisme plus affirmé qu'appellent de leurs vœux, dès maintenant, les directions de l'UMP et du MEDEF.

Les revendications exprimées depuis de longs mois sur les salaires, l'emploi, la précarité, les délocalisations, la protection sociale, l'avenir de l'industrie et des services publics, doivent déboucher rapidement sur des résultats concrets.

**La CGT exige l'ouverture rapide d'une grande négociation sociale, avant que ne soient arrêtés les principaux choix budgétaires et de politique économique pour 2006.** Le Gouvernement français doit demander le retrait des projets de directives Temps de travail et Services dans le marché intérieur (ex Bolkestein).

La crise que nous vivons actuellement démontre l'urgence de nouvelles réponses sociales. Elles doivent être portées par des mobilisations larges, unitaires, solidaires.

A ce titre, l'action unitaire prévue le 2 juin à la SNCF, celle pour l'emploi industriel du 9 juin, celle des retraités le même jour, contribuent à une dynamique sociale. Le rendez-vous du 10 juin, avec le gouvernement et le patronat, sur les salaires, la négociation du 21 juin sur la pénibilité du travail et le droit à la retraite anticipée, la journée internationale de lutte contre la pauvreté le 1<sup>er</sup> juillet, date à laquelle le SMIC doit être revalorisé, constituent autant d'opportunités.

La situation issue du référendum du 29 mai confère de grandes responsabilités à la CGT, à l'ensemble du mouvement syndical en France et en Europe.

L'unité revendicative, la lucidité et une grande détermination s'appuyant sur la mobilisation des salariés sont de plus en plus nécessaires. **C'est le point de vue que la CGT fera valoir auprès de tous ses partenaires nationaux, auxquels elle propose une rencontre rapide.**

C'est aussi ce point de vue qu'elle continuera de promouvoir au sein de la Confédération européenne des syndicats qui appelle « l'Union européenne à se rapprocher des citoyens et de leurs revendications ».

Montreuil, le 30 mai 2005.